

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	EXAMEN DU BACCALAURÉAT SESSION 2022	Session principale
	Épreuve : Économie	Section : Économie et Gestion
	Durée : 3h	Coefficient de l'épreuve : 3

N° d'inscription



Première partie	10 points
------------------------	------------------

Question 1 : (3 points)

Identifiez la décomposition internationale du processus productif puis caractérisez les échanges internationaux de biens et services qui en découlent.

Question 2 : (3 points)

Distinguez la concentration verticale des entreprises en amont de celle en aval.

Question 3 : (4 points)

Évolution de quelques indicateurs économiques en Tunisie

	2018	2019
Exportations (en millions de dinars)	40 987,4	43 855,4
Importations (en millions de dinars)	60 010,3	63 291,6
Dont :		
- Biens de production (matières premières, énergie et biens d'équipement)	40 301,6	42 687,7
- Biens de consommation	19 708,7	20 603,9
Part des biens de production dans les importations (en %)	67,16	?
Solde commercial (en millions de dinars)	?	- 19 436,2
Taux de croissance du produit intérieur brut (en %)	1,3	
Indice du produit intérieur brut	100	?

D'après l'INS, la BCT et le Ministère du Commerce et du Développement des Exportations

- Complétez le tableau et interprétez les résultats obtenus.
- L'accroissement du déficit commercial entre 2018 et 2019 constitue-t-il un signe de faiblesse de l'économie tunisienne ? Justifiez votre réponse.

(Tous les calculs doivent figurer sur la copie)

La croissance économique est-elle toujours favorable au développement humain ?

Prenez appui sur vos connaissances et sur les documents ci-dessous.

Document 1

Indicateurs économiques et sociaux en 2019

	Taux de croissance annuel moyen du PIB réel (2011 - 2019) (en %)	Revenu national brut par habitant (en \$ PPA)	Espérance de vie à la naissance (en années)	Durée moyenne de scolarisation (en années)	Indice de développement humain (IDH)
Norvège	1,61	66 494	82,4	12,9	0,957
Belgique	1,45	52 085	81,6	12,1	0,931

D'après la Banque Mondiale et le PNUD

Document 2

Pendant plus de sept décennies, la croissance économique a constitué l'objectif premier de la politique économique et la principale mesure de la réussite d'une économie. [...] Dans la majorité des pays de l'OCDE*, jusque dans les années 1980, la croissance économique s'est accompagnée d'un recul des inégalités. On ne pourrait guère en dire autant aujourd'hui. La croissance économique continue de générer les bienfaits associés à un accroissement du revenu national. Mais aujourd'hui les schémas de croissance dominants dans ces pays produisent, depuis les dernières années, des dommages substantiels.

Premièrement, la croissance du PIB est désormais largement associée à un creusement des inégalités. Au cours des 40 dernières années, la part du revenu national allant aux salaires et rémunérations (travailleurs) a diminué, tandis que s'accroissait la part allant aux détenteurs du capital.

Deuxièmement, la croissance du PIB n'est plus corrélée à l'amélioration du bien-être. [...] Le revenu importe, cependant, nous savons désormais que d'autres facteurs (sentiment de sécurité, relations familiales, santé, éducation, etc.) entrent en jeu [...]. Aucun de ces éléments ne s'améliore automatiquement du simple fait que le PIB augmente ; souvent, la création de PIB peut même les dégrader, surtout pour les personnes vivant avec un revenu plus faible et dont l'emploi est plus précaire. Pour la plupart des individus aujourd'hui, l'augmentation du PIB n'est plus une mesure suffisante ni de leur bien-être ni du sentiment de progrès économique de la société.

D'après OCDE, " Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique " ; 2019.

OCDE* : Organisation de Coopération et de Développement Économique.